

Le voyage de Jean Paul II en France

« Une main de fer dans un gant de velours »

Une fois les projecteurs, braqués pendant des jours entiers sur le voyage du pape, un peu éteints, l'heure est un peu partout au bilan. Du monde pour aller l'accueillir au cours des différentes étapes de ce voyage bien rempli, il y en a eu assurément, que ce soit au Parc des Princes ou au Bourget. Cela dit, on est bien loin des prévisions énormes claironnées sur tous les toits. Les organisateurs avaient vu un peu grand. Dans plus d'un département, on a dû décommander cars, trains et même avions... Beaucoup de monde bien sûr, quand même. Mais moins, bien moins que prévu. Chacun est bien forcé de le reconnaître.

Alors, une fois ce bilan quantitatif rapidement dressé, que reste-t-il de ce voyage ? L'image un peu indécente des

bousculades dans les salons présidentiels, des photos de poignées de main dont certaines, comme celle de Georges Marchais ont suscité un peu d'indignation... Mais ce n'est pas l'essentiel. Ce qui reste plus encore, c'est une certaine image du chef de l'Eglise catholique, à la fois jovial, à l'aise dans tous les milieux, mais aussi, et surtout, particulièrement ferme sur des positions très fermées. Comme certains ont pu le dire, une main de fer dans un gant de velours.

Bien sûr il y a eu le « contact » avec les ouvriers de Saint Denis. Bien sûr il y a eu le langage « jeune » tenu aux jeunes au Parc des Princes. Bien sûr, partout où il est passé, Jean Paul II a dit aux différentes couches de catholiques présents de continuer... En chaque lieu, un type de

discours, une attitude adaptée à des sensibilités diverses... Certes, et cela n'a pas manqué de lui valoir bien des éloges. Mais au fond... Comment ne pas avoir été frappé par l'organisation militaire de la messe au Bourget, avec ses milliers de scouts et leurs mots d'ordre réactionnaires sur leurs drapeaux ? Comment ne pas s'indigner du dépliant distribué massivement, toujours au Bourget, contre l'avortement ?

Mais il y a eu plus subtil. Comme ces rappels incessants du mépris bien réel des jeunes pour la société de consommation. Comme cette approbation d'une certaine lutte pour plus de justice, accordée aux travailleurs français et immigrés. Comme cette condamnation de la violence « du

totalitarisme et de l'impérialisme ». Toute une série de thèmes qui peuvent trouver un relatif écho avec la crise idéologique d'aujourd'hui. Mais à ces refus, à ces inquiétudes, Jean Paul II n'a apporté que des mises en garde. Renvoyant en apparence dos à dos progressisme et intégrisme, il a fait nettement comprendre qu'il ne fallait pas aller trop loin dans la lutte, qu'il fallait en finir avec « l'affadissement moral »... Sans doute aujourd'hui, pour l'Eglise et pour Jean Paul II, vaut-il mieux ne considérer aucun sujet comme tabou. Sans doute vaut-il mieux partir des inquiétudes, des problèmes réels des catholiques, plutôt que de les ignorer. Mais les réponses apportées si mesurées soient-elles dans leur formulation, sont très en deça de la pratique de bien des catholiques.

Le voyage du Pape Jean Paul II en France aura été marqué au moins par deux formules répétées sur tous les tons par les médias : l'Eglise de France a « une crise de croissance », et « France, fille aînée de l'Eglise, es-tu fidèle aux promesses de ton baptême ? » sans doute, ce voyage répond-il à une double inquiétude : celle de voir, d'année en année, l'influence de l'Eglise catholique décroître avec une rapidité certaine ; et de constater qu'à l'intérieur même de l'Eglise, les orientations prises par une bonne partie des ecclésiastiques, et plus encore des organisations laïques, sont trop « engagées ». Une situation assez difficile à bien des égards, que le Pape se devait d'essayer de redresser...

Crise de croissance. Aucun doute n'est possible. Il ne s'agit pas bien sûr de faire comme si le catholicisme n'avait plus aujourd'hui qu'une influence marginale. On n'efface pas si vite des siècles entiers marqués profondément par cette religion. Ne serait-ce que d'un point de vue idéologique, ou moral, bien des comportements restent, dans une large mesure, guidés par cette religion. Cela dit, à plus d'un indice, et surtout au vu des chiffres publiés par des hommes d'Eglise eux-mêmes, l'institution-Eglise et la foi catholique ont subi de net reculs. Quelques exemples le montrent clairement. En 1976, un sondage réalisé pour *La Vie* indiquait que 17 % des Français interrogés s'affirmaient pratiquants réguliers. En août 1979, ils n'étaient plus que 12 %. Baisse sensible et continue : en 1960, ils étaient 35 %.

Des jeunes ne croient plus en Dieu

Autre sondage, toujours de l'IFOP pour *La Vie* : en 1977, près du tiers des 15-30 ans affirmait ne pas croire en Dieu, contre 17 % dix ans plus tôt. Aujourd'hui, seuls 7 % des jeunes vont régulièrement à la messe, la moitié n'y va jamais. Au niveau de la population, et alors que 85 % des Français sont baptisés, la pratique religieuse a donc fortement régressé.

L'Eglise catholique en France : des effectifs en déclin et de grandes divisions

Les trois quarts des prêtres ont plus de 50 ans

Cette crise touche également les hommes d'Eglise. Même si leur nombre actuel n'a pas beaucoup diminué, le nombre d'ordinations sacerdotales est en chute libre : en 1977, seulement 99 ordinations, contre 501 en 1968 et 1028 en 1951. En 25 ans, elles ont donc diminué de plus de 90 % ! En conséquence, l'âge moyen des prêtres est très élevé : les trois quarts ont plus de 50 ans. A Paris, près de la moitié a plus de 60 ans : 561 sur 1348 ; 473 ont entre 50 et 60 ans 314 de 30 à 50 ans, seulement 6 moins de trente ans. Ce très grand vieillissement du corps ecclésiastique posera très certainement des gros problèmes à l'organisation de la vie catholique d'ici quelques années.

« Une culture post-chrétienne » ?

Tous ces problèmes de désaffection de l'Eglise sont en fin de compte assez bien perçus par ses responsables eux-mêmes, qui tentent d'expliquer ce phénomène massif, à défaut de pouvoir l'enrayer efficacement.

Ainsi, dans l'édition spécialement consacrée au voyage du Pape, du journal réalisé par l'épiscopat français, Pierre Moitel, Secrétaire national de l'Aumônerie de l'enseignement public analyse le comportement des jeunes par rapport à l'Eglise et plus généralement à la foi catholique. Parmi les éléments qu'il donne, nous en citerons deux : « Une culture post-chrétienne : les jeunes se situent en majorité dans une culture post-chrétienne, souvent sécularisée, parfois athée. Ceci est un fait radicalement nouveau. Science, philo-

sophie, psychologie sont toutes dominées par l'absence de réferences religieuses ou l'agnosticisme. Il naît ainsi un nouveau type d'homme qui possède une conscience planétaire, mais qui se méfie des discours et du dogme. Dans ce contexte, l'institution Eglise n'est pas tellement critiquée qu'ignorée, elle est laissée de côté et jugée sans intérêt. Les jeunes ne l'a contestent pas, ils s'en désintéressent. Ils ne la dénigrent pas, ils vivent en marge d'elle. Ils n'y sont pas allergiques, ils n'en parlent pas. Ce n'est pour eux ni un sujet de conversation, ni un sujet de préoccupation (...) Une méfiance à l'égard des institutions : depuis une dizaine d'années, toutes les grandes institutions dites « de vérité » (l'Etat, la Famille, l'Ecole, la Justice, l'Armée, la Police, l'Entreprise, le Corps médical), qui maintiennent en place toutes les sociétés humaines, ont toutes « pris un coup de vieux ». C'est ce que disent les jeunes. L'Eglise n'a pas échappé à ce courant. Selon eux, ces institutions se délabrent. Pouvoir et autorité ne sont plus reconnus au statut social en tant que tel, mais à la compétence ou au rayonnement personnel. Est accepté celui qui est compétent (...). »

1975 : la fin de l'apolitisme officiel

Une Eglise dont l'influence a diminué ces dernières années, mais aussi une Eglise profondément divisée, avec des oppositions flagrantes dans les comportements et les engagements. Pour aller vite, on peut dire qu'aujourd'hui, la majorité des catholiques se considère de droite et vote en conséquence, alors que la majorité des ecclésiastiques et plus encore des mouvements comme le MRJC et la JOC se situent à gauche. Dans un nu-

méro récent de la revue *Informations Catholiques Internationales* dressant un « check-up » de l'Eglise en France « à l'heure de Jean Paul II », on peut lire le commentaire suivant, dans une étude sur l'Action Catholique : « Nombre de militants en viennent alors (vers 1960) à considérer que l'apolitisme dans lequel l'Action Catholique s'est tenue jusque-là n'est plus tenable : la volonté de demeurer au-dessus de la mêlée politique revient à soutenir l'ordre moral existant : « Il fallait se donner les moyens d'incarner dans l'histoire l'idéal dont on était porteur, sous peine de voir mis en cause la pertinence même du christianisme (...). Les évêques ne comprennent pas d'abord cette attitude, qui leur paraît n'être qu'un simple glissement vers la politisation au détriment de la mission apostolique, et refusent tout aménagement de la distinction spirituel-temporel : ce sont les souverains pontifes qui ont donné à l'Action Catholique son statut, écrivent les cardinaux et archevêques en 1955, « nul n'a donc qualité pour tenter de le modifier dans ses caractères essentiels ». Cette intervention autoritaire a pour premier résultat de précipiter une crise d'une extrême gravité. Non seulement beaucoup de militants et de dirigeants quittent les mouvements, mais les dirigeants qui prennent le relai, confrontés aux mêmes difficultés, vont plus loin encore, ils croient trouver dans le marxisme un instrument d'analyse scientifique de la société, capable d'orienter l'action. Un choix aussi radical les coupe d'une bonne partie de leurs troupes, hostiles à la conception marxiste-léniniste de la lutte de classes. On assiste alors à un déclin rapide de la JEC et du MRJC. De leur côté, l'ACO et la JOC, sans connaître jamais une crise aussi violente, affirment

progressivement leur solidarité politique et idéologique avec les partis et syndicats de la classe ouvrière, qui se réclament aussi du marxisme. Tant est si bien qu'aux alentours des années 1970 la plupart des mouvements d'action catholique apparaissent fortement politisés et ralliés au projet de société socialiste. »

Un pluralisme inconfortable

Lors de leur assemblée de 1975, les évêques tirent les conclusions de cet état de fait. Ils reconnaissent officiellement que « des mouvements (d'action catholique) sont parfois conduits à prendre les options temporelles qu'ils jugent nécessaires à leurs actions apostoliques... ». Et ils précisent : « Ils le font alors librement sous leur propre responsabilité ». Mais les évêques ne s'en tiennent pas là. Ils ajoutent que les mouvements peuvent être amenés à faire des choix politiques différents, car « il faut reconnaître un pluralisme inconfortable et nécessaire entre chrétiens. »

Après avoir beaucoup hésité, les évêques français abandonnent donc en 1975 la notion de mandat hiérarchique en tant qu'elle implique l'apolitisme des mouvements. »

Depuis cette date, les divisions ne se sont pas atténuées, bien au contraire. Sur la droite on a vu s'affirmer violemment la tendance intégriste. Mais ce n'est sans doute pas ce qui inquiète le plus le Souverain Pontife. Pour être un peu voyante et bruyante, cette opposition là est probablement jugée moins dangereuse que l'engagement d'un nombre important de catholiques dans les luttes « temporelles »...

Monique CHERAN